

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Amédée, Marcel et les autres

MARDI 2 octobre, Amédée Gallian, délégué syndical de la section FO d'une entreprise de transports de la région lyonnaise est grièvement blessé par son employeur. Selon le témoignage des grévistes de l'entreprise, le patron s'est lancé contre le piquet de grève au volant d'un camion et, par deux fois, a écrasé leur camarade.

Mardi encore, à Rouen, Marcel Lamy, militant CGT à la Compagnie française d'entreprise métallique (filiale commune Usinor-Sacilor menacée de fermeture) est arrêté au cours d'une diffusion de tracts et incarcéré dans le cadre d'une procédure de flagrant délit.

Mardi encore, à Lyon, un membre de la direction de la société Adlès blesse grièvement un gréviste de l'entreprise qui s'opposait au chargement des camions.

Mauvais jour, fâcheuse accumulation de « bavures » ou au contraire suite d'événements révélateurs d'une attitude qui tend à devenir systématique de la part du pouvoir aussi bien que du patronat à l'égard de la classe ouvrière et du peuple ?

On ne rappellera pas ici la longue liste des forfaits et des crimes commis dans des circonstances analogues à celles de Lyon et que le nom de Pierre Maître suffit à évoquer.

Il en va de même pour l'usage fait par le pouvoir des procédures de flagrants délits contre la liberté d'expression. L'affaire du 23 mars, dans laquelle le tribunal de flagrant délit vient de juger le dernier inculpé, est connue de tous.

Mardi soir, à Paris, cette offensive en règle contre les libertés, offensive qui n'hésite pas à recourir au crime, fut largement évoquée au cours du rassemblement organisé à la Mutualité pour Pierre Goldman.

Il est plus que temps de mesurer toute l'ampleur de cette répression, de cet arbitraire qui s'installe sous la bannière de l'ordre et de la sécurité. D'où vient que la terreur devienne l'usage courant chez les patrons partisans de la « liberté du travail », c'est-à-dire de l'interdiction des grèves comme chez les maniaques de la « légitime défense » qui tirent à vue pour défendre leurs biens (comme cela vient de se produire ces jours-ci dans un café du quartier de la gare de l'Est à Paris ou à Mérignac pour un vol supposé de tomates, après une trentaine de meurtres du même type).

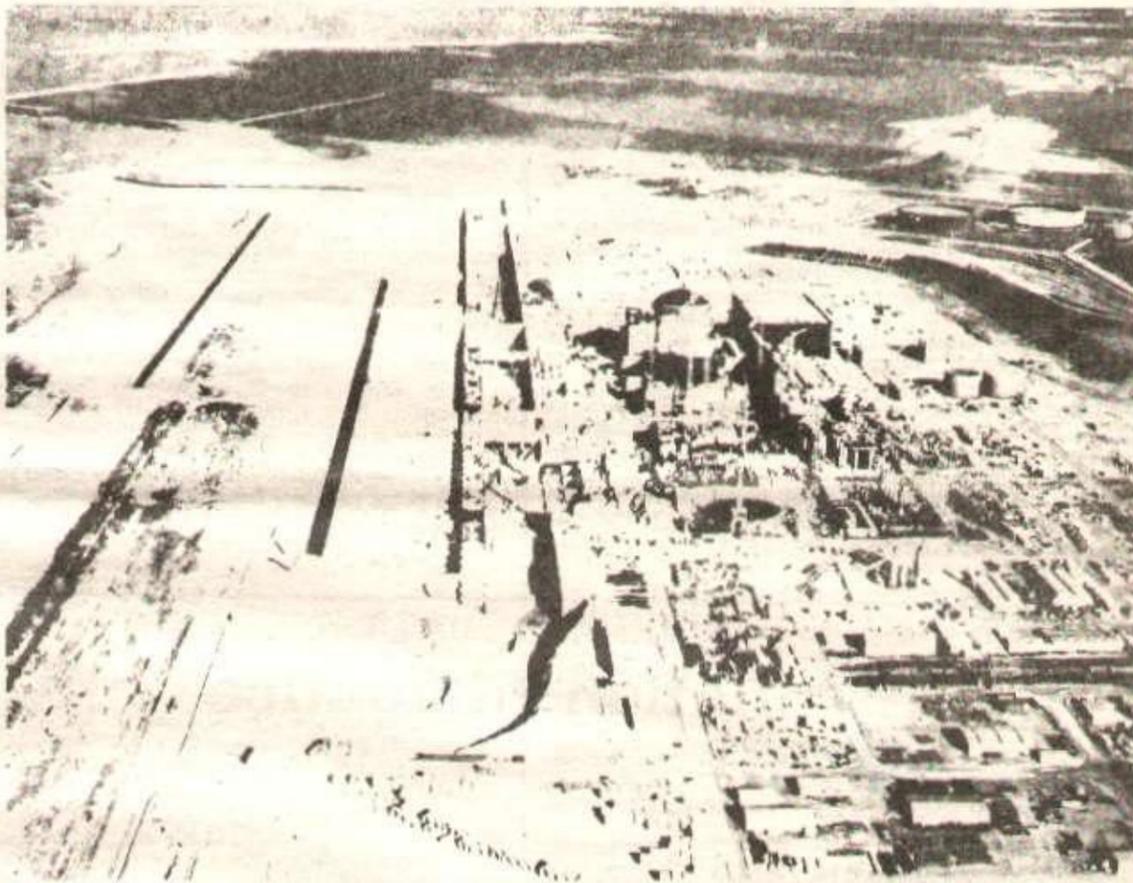
Aussurément, du pouvoir qui mène une campagne opiniâtre, faite de nouvelles lois et de rumeurs, de violations de la loi et de psychoses de la peur, pour atteindre son but. Lequel ? Tout simplement bannir le principe de légalité pour lui substituer une doctrine de la sécurité qui légitime tous ses arbitrages ! C'est déjà cette doctrine qui est à l'œuvre derrière ce qu'on nomme pudiquement « les bavures policières ». Ces temps-ci, on prête au pouvoir l'intention d'instituer un nouveau délit : le « délit d'incitation ». Vous appelez à manifester ou à occuper l'entreprise ou que sais-je, eh bien même si la manifestation est interdite qu'il ne se produit rien, même si l'occupation n'a pas lieu, vous serez coupable et passible de peine pour avoir « incité ». Alors ?

Alors, il est grand temps de faire face, d'organiser l'unité d'action sans exclusive contre cette répression qui frappe les travailleurs. Amédée Gallian est syndiqué à FO, Marcel Lamy membre du PCF et syndiqué à la CGT, quant au troisième dont j'ignore le nom, était-il seulement syndiqué ? Je ne sais pas.

PA

NUCLEAIRE-GRAVELINES

Travailleurs contre fissures



Ouvriers, syndicats, organisations de masse s'opposent avec détermination en particulier à Gravelines au chargement des centrales tant qu'elles n'auront pas été vérifiées.

voir page 3

DUNKERQUE

Un millier pour porter en terre leur camarade de travail

MARDI 2 octobre un millier de travailleurs de la réparation navale dunkerquoise ont suivi dans le silence et la fraternité le cortège funéraire de Jean Thaleux, mort à bord du Wachland par la volonté criminelle de la loi du profit. (Voir HR du 4 octobre).

Mercredi un autre des trois ouvriers tués, Jacques Verhaeghe, a été enterré et, à nouveau autour du défunt, ceux de la navale, regroupés, resserraient le cercle, la rage au cœur. Que les patrons de la réparation navale ne s'imaginent pas que ces rassemblements vont rester sans lendemain. Quatre tués en deux jours, vraiment cela doit cesser.

Dans un communiqué,

l'union locale CGT de Dunkerque déclare notamment : « Les conditions de travail se détériorent dans toutes les entreprises. Exemple : en un an, deux accidents mortels chez Lesieur, plus un blessé grave en mai 1979 à Usinor-Mardyck, et un accident mortel. Pendant la fermeture des congés annuels, deux accidents mortels au CST. Pour ne citer que les accidents mortels les plus récents, à ceux-là on pourrait ajouter 94 morts à Usinor-Dunkerque depuis 1961. C'est donc une augmentation constante du taux de fréquence d'accidents ainsi que du taux de gravité dans nos industries du littoral. Tout cela lié à l'aggravation de la santé pour les travailleurs et leur famille par le gouvernement et le patronat : attaques contre la Sécurité sociale,

attaques contre les hôpitaux, manque de personnel suivi de licenciements...

Face à cette gravité, l'union locale CGT de Dunkerque appelle ses militants.

l'ensemble des travailleurs à agir par la prise d'initiatives multiples pouvant aller à l'arrêt de travail dans les entreprises ».

Rémi DAINVILLE

REHON

Nouvelle aciérie : 1 mort

LA nouvelle aciérie de Rehon en Lorraine rachetée par Usinor à Cockerill, a déjà fait un mort au bout de trois mois de fonctionnement.

Cet incident n'aurait jamais pu avoir lieu si la direction n'avait fait retirer le système de sécurité du pont roulant.

Le pont d'entretien ne pouvait être utilisé car non fini de construire, il a fallu utiliser un pont plus bas et pour ce faire neutraliser le frein de course du pont roulant.

Le palonnier a heurté le frein, les câbles se sont rompus et un aide-maçon de Mont-St-Martin, M. Adiouche, a été écrasé.

L'audience internationale de l'OLP ne cesse de grandir

VENDREDI prochain 5 octobre, Yasser Arafat sera en Turquie. Invité par le premier ministre Bulent Ecevit, c'est la première fois que le président de l'OLP (organisation de libération de la Palestine) effectue une visite officielle dans un pays de l'OTAN.

Il semble se confirmer que Yasser Arafat souhaiterait obtenir une invitation officielle du gouvernement français. Selon le correspon-

dant du *Monde* à Beyrouth l'OLP aurait fait savoir à la France que son président préférerait venir à Paris sur invitation du gouvernement mais que si celle-ci se faisait trop attendre, il répondrait à celle du PCF.

Par ailleurs, deux sondages récents témoignent de l'accroissement de l'audience de l'OLP. En Israël, 28,6 % des Israéliens se sont déclarés favorables à une paix négociée avec l'OLP contre seulement 16,4 % en mai dernier. Aux

Etats-Unis, 59 % des Américains estiment que leur gouvernement devrait dans l'intérêt de la paix engager des pourparlers avec l'OLP.

Enfin, mardi 2 octobre, devant l'Assemblée générale de l'ONU, Jean-Paul II a déclaré que la paix au Proche-Orient devait être fondée sur « une juste reconnais-

sance des droits de tous », et qu'elle « devait inclure la considération et la juste solution du problème palestinien ». En outre, lors de la réception du corps diplomatique de l'ONU, Jean-Paul II a serré la main de l'observateur permanent de l'OLP à l'ONU, Labib Terzi.

HB

Des pogroms en Nouvelle-Calédonie !

FACE à l'aspiration de plus en plus massive de la population de Nouvelle-Calédonie à l'indépendance de son pays, l'impérialisme français, tant au niveau de la métropole qu'au niveau de la colonie, se défend comme un beau diable pour préserver ses intérêts menacés.

Les moyens utilisés font partie de l'arsenal habituel de la répression : renforts de CRS à Nouméa depuis une quinzaine de jours, licenciements politiques de professeurs membres d'organisations indépendantistes, interdiction des manifestations, quadrillage policier dans la capitale, répression

extrêmement brutale contre les manifestants (une trentaine de blessés dont quatre grièvement, le 10 septembre...)

Mais cela ne suffit pas : avec la bénédiction tacite des autorités, des colons d'extrême-droite se sont constitués en milices parallèles. Groupés au sein du MOP (Mouvement pour l'ordre et la paix), ils sont pourvus d'armes et ils cherchent à organiser des pogroms contre le peuple kanak.

On dit que le 10 septembre, lors de la répression policière de la manifestation, ces colons en armes ont aidé les CRS dans leur sale besogne.

C.L.

Chili : trois officiers assassins libérés

LE 21 septembre 1976, à Washington, Orlando Letelier, ancien ministre des affaires étrangères et ambassadeur aux USA du gouvernement Salvador Allende, ainsi que sa secrétaire, étaient assassinés. Un Américain membre de la DINA (services secrets chiliens), Michael Townley, reconnu avoir placé sous la voiture de Letelier la bombe qui devait le tuer. Il fut condamné à dix ans de prison.

Mais la justice américaine n'eut aucun mal à remonter la filière et à prouver que les véritables instigateurs et organisateurs de ce meurtre étaient trois officiers de l'armée chilienne : le général Manuel Contreras, ancien chef de la DINA, le colonel Pedro Espinoza et le capitaine Armando Fernandez. Depuis la demande d'extradition formulée par

la justice américaine, ils avaient été mis aux arrêts de rigueur dans un hôpital militaire.

Le lundi 1er octobre, à l'unanimité de ses cinq membres, la Cour suprême de Santiago du Chili a rejeté la demande d'extradition de ces trois officiers, estimant qu'il n'existait aucune « présomption fondée de la participation de ces militaires à l'assassinat ». Ils ont été immédiatement libérés.

Carter dans sa croisade pour les droits de l'homme avait placé le « cas chilien » au nombre de ses priorités. Cette décision des juges de Santiago constitue pour lui un cuisant échec.

Les USA ne pouvaient pas faire moins que de rappeler leur ambassadeur à Washington pour « consultation ».

H.B.

30e ANNIVERSAIRE DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

Message du Parti communiste marxiste-léniniste

Au camarade Hua Guofeng
Président du Comité Central du Parti Communiste Chinois
Au camarade Ye Jianying
Vice-président du Comité Central du Parti communiste chinois
Au Comité central
du Parti communiste chinois

Chers camarades,

Au nom de tous les militants du Parti communiste marxiste-léniniste, de son Comité central et en mon nom personnel, je vous présente nos plus sincères et chaleureuses félicitations à l'occasion du 30e anniversaire de la République populaire de Chine.

Trente années se sont ainsi écoulées depuis que le président Mao Zedong grand dirigeant du peuple chinois et grand éducateur des peuples du monde, a proclamé que « désormais le peuple chinois est debout ».

Sous la conduite ferme et clairvoyante du Parti communiste chinois, le peuple chinois avait vaincu l'impérialisme et la domination des propriétaires fonciers et s'attelait avec enthousiasme à la construction d'une société nouvelle socialiste, débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme. Durant ces trente années, il a surmonté bien des difficultés, remporté bien des victoires sous la direction de son Parti, le Parti communiste chinois, dirigé par le président Mao et ses proches compagnons d'armes, tels les regrettés camarades Zhou Enlai et Zhu-De.

Aujourd'hui, le peuple chinois a vaincu la famine, retrouvé sa dignité, défendu son indépendance et se situe au premier rang des peuples qui luttent contre l'hégémonie et pour la défense de la paix dans le monde, aux côtés des nations et des peuples opprimés qui combattent pour l'indépendance et la liberté.

Il est désormais engagé dans une nouvelle tâche de grande ampleur et de grande importance pour faire de la République populaire de Chine un Etat socialiste puissant et moderne d'ici la fin de ce siècle, sous le drapeau des quatre principes fondamentaux tracés par la direction du Parti communiste chinois : « Maintenir la voie socialiste ; maintenir la dictature du prolétariat ; maintenir le marxisme-léninisme et la pensée-maozedong ; maintenir la direction du Parti ».

Tous nos vœux les plus fraternels l'accompagnent dans l'accomplissement de cette tâche immense.

Soyez certains qu'aux côtés de la République populaire de Chine, nous continuerons d'œuvrer pour la mise en œuvre de la théorie des trois mondes que nous a léguée le président Mao.

Recevez, chers camarades, l'assurance de nos sentiments internationalistes prolétariens fondés sur l'attachement aux principes du marxisme-léninisme et de la pensée-maozedong.

Jacques JURQUET
Secrétaire général du Comité central du PCMI

ALLEMAGNE DE L'EST

Inflation camouflée

Comme tous les autres pays du Comecon, l'Allemagne de l'Est est actuellement la proie de l'inflation que ses dirigeants essaient de camoufler pour éviter une explosion sociale.

OFFICIELLEMENT les prix restent stables, ils restent ce qu'ils étaient en 1945 et les dirigeants est-allemands démentent tout projet d'augmentation des prix.

Les exceptions à cette stabilité officielle sont rares : on signale seulement une augmentation de 50 à 100 % des articles en cuir.

Mais les autorités se servent d'une ruse — qui ne trompe d'ailleurs person-

ne — pour augmenter les prix : elles retirent du commerce les articles bon marché, qui deviennent donc introuvables et les remplacent par des articles prétendant par des articles de meilleure qualité et beaucoup plus chers.

Des exemples.

Le beurre coûte actuellement 10 mark (23 F) le kilo. Mais on prépare actuellement le lancement d'un « beurre de qualité » à 14,40 mark le kilo.

On a supprimé il y a

quelques mois la moins chère des trois marques de café, ce qui contraint les gens à acheter le café plus cher.

A l'occasion du changement de gaz et de l'introduction générale du gaz naturel, le mètre-cube est passé de 16 à 36 pfennigs (80 centimes).

On trouvait jusqu'à présent des costumes pour homme à 400 mark (950 F), et même à 100 mark (230 F). Maintenant il faut compter au minimum 600 mark. Les autorités peuvent toujours dire que la qualité en est meilleure : pour les gens, cela représente une dépense supplémentaire.

Cette inflation camouflée s'accompagne de la disparition de nombreux articles des rayons des magasins. Ce qui ajoute aux difficultés traditionnelles d'approvisionnement, notamment pour les produits alimentaires et en particulier la viande, massivement exportée à l'Ouest.

La RDA fête ces jours-ci son trentième anniversaire (voir page 8). Mais l'approvisionnement n'a jamais été aussi mauvais depuis une dizaine d'années.

J.S.

ALSTHOM-BELFORT

Les grévistes accueillent une délégation chinoise à la place de la direction

Tandis que les travailleurs de l'Alstom à Belfort continuent leur grève dans l'usine occupée, la journée du lundi 1er octobre a été marquée par un événement qui vaut la peine d'être souligné.

Voici le récit qu'en fait dans le *Quotidien du peuple* son correspondant à Belfort (extraits).

Cela se reproduira vers 18 heures à la sortie de la délégation.

Celle-ci est à nouveau descendue de voiture pour serrer la main à tous les ouvriers présents au piquet de grève. Les grévistes applaudissent encore une fois lorsque le cortège redémarre.

Aux questions des ouvriers concernant l'attitude de la délégation durant la visite, une déléguée CFDT répondait : « Ils nous ont dit qu'ils transmettraient aux travailleurs chinois les salutations des travailleurs de l'Alstom en lutte... » (...).

LA journée de lundi a été marquée par la visite d'une délégation chinoise dans l'usine occupée. Prévue avant le déclenchement de la grève, cette rencontre devait aboutir à un accord portant sur la vente d'un contrat de fabrication de turbine sous licence. L'intersyndicale — puisque l'usine est occupée — s'est donc proposée de rece-

voir la délégation à la place des patrons. Tout avait été prévu pour un accueil chaleureux. Une banderole en chinois et en français souhaitait la bienvenue aux visiteurs.

Vers 15 heures, aux applaudissements des représentants chinois descendus de voiture pour la circonstance, répondaient ceux du piquet de grève.



La gare de Berlin-Köpenik à Berlin-Est

Centrales nucléaires fissurées

Mobilisation pour le retardement de leur ouverture

LE chargement des centrales nucléaires fissurées a été retardé par les ouvriers qui ont fait des piquets de grève à Gravelines et à Tricastin, c'est le personnel EDF du site qui est en grève depuis mardi.

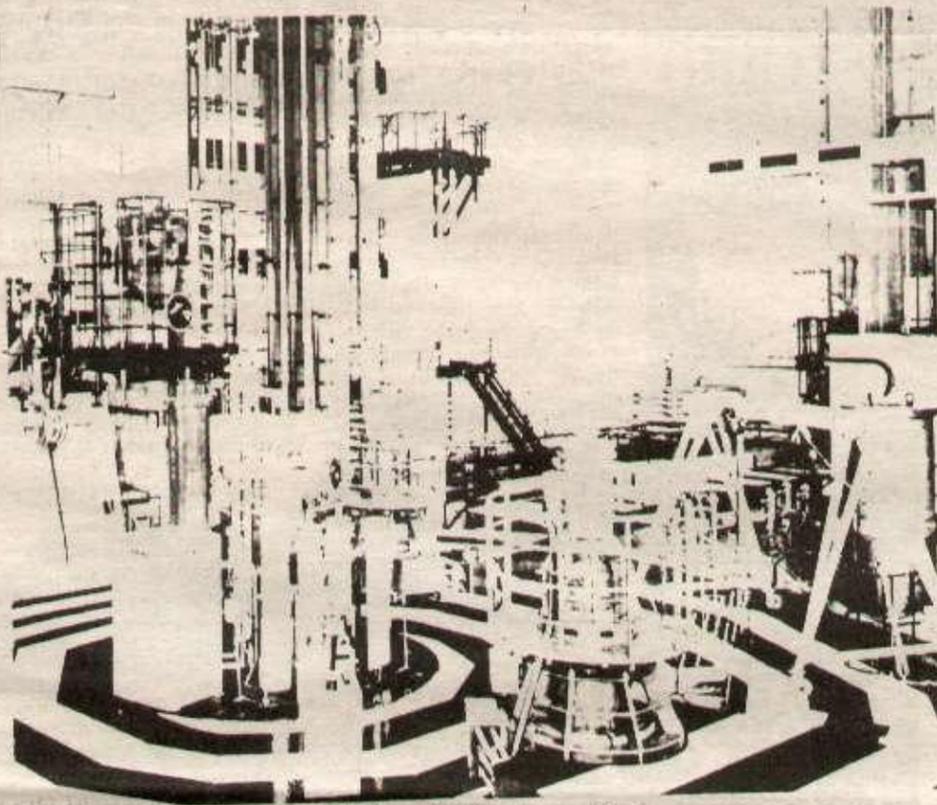
A Gravelines, un délégué syndicat CFDT explique : « Nous demandons que la totalité des tubulures et de la cuve du réacteur soit contrôlée. En effet, ces contrôles n'ont été réalisés jusqu'à présent que par sondage sur les points les plus sensibles de l'installation, subissant des contraintes, les coudes par exemple.

Mais cela ne représente que 20 à 35% de l'installation. Nous voulons obtenir un contrôle sur l'ensemble, de façon à avoir un « point zéro » à partir duquel les contrôles ultérieurs — qui seront effectués manuellement ou automatiquement — permettront de détecter s'il y a ou non de dangereuses évolutions des fissures ». Ce type de contrôle durerait environ un mois et demi.

L'EDF ne semble pas prête d'accepter cela. Le directeur de la centrale a refusé de fait de discuter avec les syndicats de la sécurité et des contrôles à faire.

Vendredi 5 octobre à Tricastin, une manifestation est prévue sur le site. Des divergences sont apparues au gouvernement sur le problème de la sécurité des centrales. Les membres du Conseil d'information sur le nucléaire sont mécontents de l'attitude du gouvernement. Simone Veil va demander la levée du secret qui plane sur ces problèmes.

Le gouvernement est attaqué de toutes parts à propos de sa politique nucléaire. On parle de démission massive au sein de ce conseil d'information. La sécurité des populations et des travailleurs passe avant les profits. Les centrales ne doivent pas être chargées avant que toutes les vérifications soient faites. C'est une question de principe. Yves LEPIC



39 fissures ont été constatées à Tricastin. Elles sont situées à des endroits qui mettent en contact le circuit primaire radioactif avec le circuit secondaire qui transporte la chaleur alimentant les turbines.

Des propositions intéressantes de la coordination nationale antinucléaire

LES 29 et 30 septembre 1979 s'est tenue la quatrième coordination nationale antinucléaire. Elle a eu lieu à Chinon. Dans le communiqué de presse que nous avons reçu, six propositions ont retenu notre attention. Les voici :

1) « En ce qui concerne les perspectives de lutte, la coordination va lancer une campagne nationale contre le projet d'Euratom visant à augmenter la dose maximale admissible (DMA) d'irradiation pour les travailleurs du nucléaire. Cette campagne aboutira à une journée nationale de protestations (...)

2) Dans l'intérêt de la sécurité des travailleurs du nucléaire et de la population, nous exigeons la levée du

secret et la publication des plans Orsec-Rad.

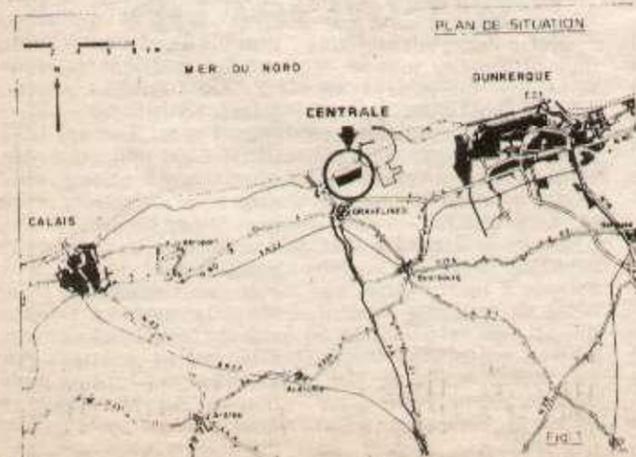
3) Dès l'arrivée du Pacific Fisher à Cherbourg, la coordination nationale organisera une journée d'action sur le problème du transport et du retraitement des déchets radioactifs.

4) La coordination nationale dénonce une fois de plus le chantage à l'emploi du gouvernement pour faire avaler la politique nucléaire, car contrairement à l'idée répandue par EDF, le nucléaire n'est pas générateur d'emplois. (...)

5) Tout en restant opposé au nucléaire dans sa totalité, la coordination nationale antinucléaire a l'intention de se joindre aux diverses organisations politiques, écologiques et syndicales, signataires de la pétition nationale intitulée

« Pour une autre politique de l'énergie » et « Pour un débat démocratique sur l'énergie ». (...)

Après l'affaire des fissures, la coordination demande (c'est le 6e point), « l'arrêt pour inspection des six réacteurs P.W.R. en fonctionnement (Fessenheim I et II, Bugey II, III, IV et V), les reports d'autorisation de mise en service des réacteurs en cours d'essai à Gravelines, Dampierre et Tricastin, la création d'une commission tripartite constituée par les promoteurs et exploitants, les travailleurs directement concernés, les élus et les organisations de consommateurs, de défense du cadre de vie, et les antinucléaires. » (...)



Dans notre édition datée de samedi 6 et dimanche 8 octobre, nous publierons le contenu d'une table ronde sur la lutte contre les licenciements qui s'est tenue à la mairie de Bessèges à l'initiative de notre journal. Ont participé à cette table ronde :

- Syndicat CGT Vallourec-Bessèges
- Syndicat CGT Perrier (Vergèze-Gard)
- Section CFDT Sud couleur service (Montpellier)
- Deux ouvriers syndicalistes CGT du bâtiment (Montpellier)
- Un syndicaliste CFDT ouvrier du bâtiment de l'Aude (à titre individuel)
- Deux ouvriers CGT d'Eurocéral (Montpellier) (à titre individuel)
- Deux syndicalistes CGT et CFDT de la SPRA (30 Sauveterre).

BALANCE

Les cadres CGC cherchent à situer leur action

Mardi 2 octobre, les trois centrales syndicales CGC, CFDT et FO se sont rencontrées : réunion à trois pour une tactique commune. Cette rencontre apparaît, quinze jours après, comme la réponse à la réunion CGT-CFDT des 14 et 18 septembre.

Mais contrairement à l'accord CGT-CFDT d'unité d'action, rien de bien précis n'est sorti de cette rencontre. André Bergeron l'a bien dit à la sortie : « il ne s'agit et il ne peut s'agir d'un front syndical ». Non, plutôt « l'occasion pour nos trois organisations d'approfondir et de clarifier nos positions ». Et il y aura d'autres rencontres.

Le fait nouveau dans ce qu'on a pu appeler la rencontre « des réformistes » est sans doute le rôle de la CGC.

DÉPUIS son élection à la direction de la CGC en avril dernier, Jean Menu est en train de mettre au point une tactique nouvelle, complexe, dont la rencontre CFDT-FO-CGC est la dernière manifestation.

En réalité, les cadres sont mécontents, les cadres veulent se faire entendre, les cadres ont besoins d'alliances. Mais ce qu'on appelle « cadres » recouvre des catégories différentes, de l'agent de maîtrise au cadre supérieur, ce qui veut dire de multiples courants de pensée.

déjà le front des réformistes (Nouvel Economiste du 24 septembre).

LES APPELS DE LA CFDT

Pourtant ce n'est pas encore si simple. Les cadres FO ne se déclarent pas très favorables à une action avec la CGC, devenue peut-être trop hargneuse. Si les trois organisations syndicales ont reconnu qu'elles sont toutes les trois « attachées à la concertation », aucun accord plus précis n'est sorti. Et les cadres CGC continuent à affirmer d'autres préférences, celle de l'union avec la CFDT.

L'OUVERTURE A LA CGT

Cet été, Menu a fait des appels à peines voilés aux cadres CGT de l'UGICT ; il s'est même prononcé pour l'unité d'action avec la CGT, donnant écho à l'appel de Séguy du 5 septembre. Mais tous les cadres ne se sentent pas des affinités avec la CGT qu'ils jugent trop marquée politiquement, trop dure. C'est pourquoi le dirigeant de la CGC a dit à plusieurs reprises : « Oui à la CGT, mais pas à la CGT seule ».

DES ACTIONS HORS DES ENTREPRISES

L'accord à deux, CGT-CFDT, a peu modifié le contexte pour les cadres car il leur fallait se déterminer sur un accord déjà fait, fait sans eux, qui s'appuie sur des actions dans les entreprises... eux qui veulent bien agir, mais surtout pas dans les entreprises car « la grève se trompe de cible. Elle paralyse l'entreprise sans pénaliser le gouvernement », (Nouvel Economiste du 24 septembre). La CGC, elle-même, dans sa réunion de bureau du 25 septembre, s'était mise d'accord pour des actions du style « embouteillages des services fiscaux, blocage du système bancaire, blocage des routes, etc. ». Donc la base d'action commune avec la CGT et la CFDT s'était sensiblement réduite.

Les appels continuent et se précisent. Menu avait déclaré le 24 septembre qu'il « partage les idées de Monsieur Maire sur le recentrage. A l'exception sans doute de ses positions sur l'éventail des salaires », en ajoutant toutefois : « Je ne parlerais pas de l'éventail des salaires comme une condition sine qua non à l'unité d'action ». Le 2 octobre, il continuait à confier en aparté : « Mon espérance c'est que se constitue en France un véritable syndicalisme réformiste dont fera partie la CFDT ».

La démarche des cadres essaie de briser le nouveau front syndical et d'isoler la CGT. Ces dernières péripéties sont le reflet, au niveau syndical, de la complexe épreuve de force politique pour mettre en place les alliances des présidentielles de 1981, déjà dans toutes les têtes. Une épreuve de force où le PS et les couches qu'il influence se dessinent comme un enjeu.

S'il est tout à fait positif que les cadres mécontents élargissent la base de lutte contre la politique de Barre, il faut bien savoir à partir de quel point de vue. Assurément pas en amenant la CFDT et ses militants dans un « front réformiste » qui privilégierait l'action hors des entreprises.

Claire MASSON

Rectificatif

Dans notre édition datée du jeudi 4 octobre, le titre du petit article sur la venue d'une équipe de rugby en Angleterre a été malencontreusement déformé. Il fallait lire : les « Barbarians » face aux antiracistes anglais et non les « barbouzes ».

Une rencontre est donc prévue avec les autres syndicats, les réformistes. Les patrons un peu inquiets de la grogne des cadres, se réjouissent aussitôt et annoncent

Après l'opération consensus de Giscard

Edmond Maire - Georges Marchais : le sens d'une polémique

Par Charles Malloire

La vive polémique qui s'est développée ces derniers jours entre Georges Marchais, secrétaire général du PCF, et Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT ne peut pas laisser les travailleurs indifférents.

Nous avons le devoir d'y voir clair. Que compte obtenir Giscard par ses appels au consensus social ? Quel est le sens de la vive polémique que Georges Marchais a engagée à l'encontre d'Edmond Maire ? Comment s'explique son repli tactique ? Autant de questions que nous devons examiner et auxquelles nous devons apporter les réponses conformes aux intérêts de la classe ouvrière.

GISCARD voudrait s'appuyer sur un consensus social pour faire de l'économie du pays une économie capable de concurrencer celles des autres puissances impérialistes. Or, chacun peut se rendre compte à quel point la politique de Giscard-Barre est impopulaire, aussi Giscard doit-il trouver d'autres alliés, neutraliser si possible d'autres forces qui influencent la classe ouvrière. C'est tout le sens des appels du pied que font Barre, Giscard ou Lecanuet.

Cette offensive politique s'adresse en particulier à une tendance du PS. Cette tendance, après l'échec de l'Union de la gauche, sous couvert de réalisme, serait sensible à des solutions économiques préservant le dynamisme de l'économie. Ces solutions pourraient recourir éventuellement aux restructurations, tout en apaisant le mécontentement des travailleurs par des accords tels que la convention sociale dans la sidérurgie.

La politique de Giscard s'explique aussi par la prise en compte de ses alliés RPR, alliés plus ou moins certains sur certains grands problèmes. N'est-il pas évident que la politique du président de la République sur l'Europe et la question de la défense nationale est plus proche des points de vue de certains dirigeants socialistes que des orientations du RPR. Reste enfin que dans la perspective des élections présidentielles de même que pour la mise en œuvre de l'ensemble de sa politique économique et sociale, Giscard aurait intérêt à casser l'opposition et donc à exacerber la division entre PS et PCF.

Cette offensive de la bourgeoisie a, en vérité, deux conséquences : en divisant le PS, elle compromet la possibilité pour l'opposition de se présenter en situation favorable en 1981, elle accentue la division de la classe ouvrière et du front syndical.

Les efforts de Giscard

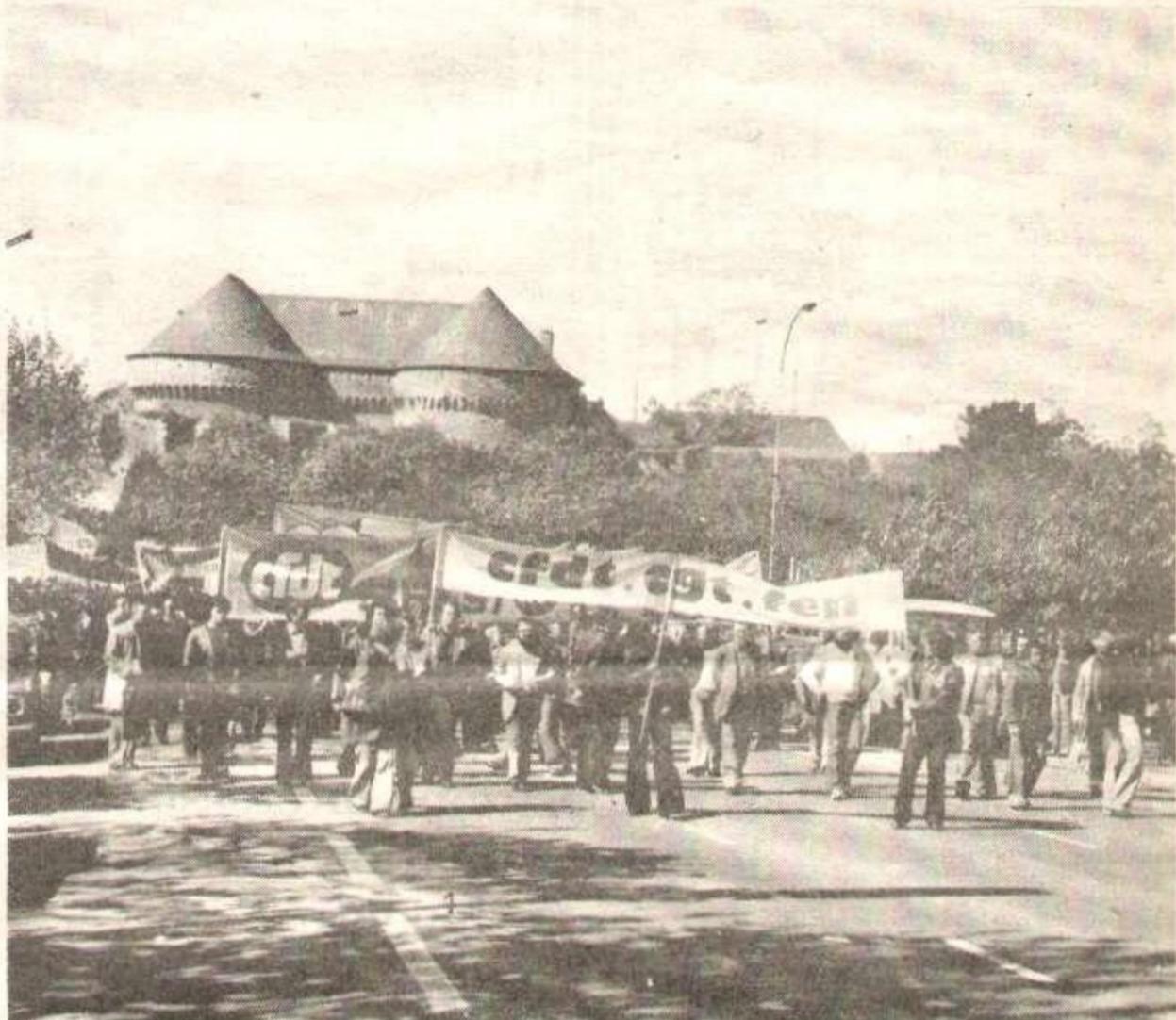
d'Etat ? pour diviser le PS ont de graves conséquences quant à l'issue de la politique du PCF de ces derniers mois. Après l'échec de mars 1978, le PCF n'a pas renoncé à l'Union de la gauche avec le PS.

En fait, il s'est lancé dans une lutte polémique contre les orientations socialistes afin de réduire l'influence du PS dans la classe ouvrière. En même temps, il affirme son soutien à une mobilisation des travailleurs dans les luttes économiques.

A travers cette campagne, le PCF voulait mettre un terme au développement de l'influence du PS, remettre le PCF au premier rang dans les luttes économiques, le développer dans le but, le même depuis 1967, de reconstruire une union avec le PS. Mais reconstruire cette union sur des bases politiques plus favorables pour lui qu'en 1978 grâce à la pression revendicative des travailleurs, c'est-à-dire établir un meilleur rapport de force au sein de l'union.

Cette double politique d'unité et de lutte se manifeste aussi à l'égard de la CFDT. Quant le PCF reprend à son compte l'autogestion lors de son dernier congrès et quand le PCF critique le recentrage et le rapport Moreau.

Le PCF n'ignore pas qu'un des aspects du recentrage dans la CFDT conduisait la centrale syndicale à avoir un point de vue critique vis-à-vis de l'Union de la gauche et du PS. Pourtant, le lundi 24 septembre, la réunion entre la CFDT et le PS voit un nouveau rapprochement de fait, avec la mise sur pied d'une commission de travail sur la crise et les moyens d'en sortir. Connaissant les orientations qui existent au sein du PS quant aux solutions à la crise, la direction du PCF a de quoi s'inquiéter. Giscard vient, ces derniers jours, jouer le troisième larron par ces appels au consensus, particulièrement à l'égard de la CFDT. Il entrave



Manifestation du 31 mai 1979 de l'arsenal de Brest : 8 000 manifestants. (Photo Yann-Ber)

la tactique du PCF : ainsi s'explique le renforcement de la polémique à l'égard de la CFDT dans *L'Humanité* du samedi 29 septembre et du lundi 1er octobre.

reconstruction de l'unité des travailleurs sur des positions de classe. En ce sens l'idéologie qui conduit l'activité de la direction du PCF et celle du PCML sont totalement différentes.

L'accentuation de la polémique du PCF à l'égard de la CFDT a vu Edmond Maire riposter très vivement. Riposte qui du même coup empoisonne les relations CGT-CFDT. Georges Marchais a sans doute mesuré la contradiction dans laquelle il se trouve déjà : sa polémique politique qui vise à écarter la CFDT du consensus avec le gouvernement, va à l'encontre de l'unité d'action syndicale et du développement des luttes indispensables à son parti pour obtenir éventuellement un meilleur accord avec le PS.

Auparavant, un accord d'unité d'action a été signé entre la CFDT et la CGT. Cet accord était attendu par les travailleurs. S'il ne réglait pas tous les obstacles à l'unité d'action, il reste un instrument positif pour le développement de l'action contre la politique gouvernementale.

Rappelons que cet accord, dans la réalisation duquel la CGT a joué un rôle moteur, a été salué par la direction du PCF. Celle-ci espère récupérer les fruits de l'unité syndicale à la base. Le 23e congrès nous a prévenus : toutes les luttes des masses doivent être utilisées pour servir en définitive la stratégie électorale de la direction du PCF. Par contre si nous avons aussi appelé à soutenir cet accord, c'est avant tout parce que nous y voyons un instrument positif au service des luttes et à l'indispensable

Ainsi s'explique son repli tactique très clair dans la réponse qu'il a faite à Edmond Maire, dans *L'Humanité* du 2 octobre. Ce repli a sans doute aussi été fortement réclamé par Georges Séguy et certains dirigeants syndicalistes membres du bureau politique du PCF. Les efforts qu'avait fait le secrétaire général de la CGT pour obtenir l'accord d'unité d'action confédérale, efforts qui s'étaient heurtés à l'opposition de plusieurs responsables CGT, étaient réduits à néant par l'attitude de Georges Mar-

chais. La CGT ne pouvait pas se permettre d'essayer un tel échec au moment où elle entreprend la préparation des élections prud'homales qui exigent d'elle une image combative, unitaire et une unification interne solide. De plus, dans la CGT grandit à la base, mais aussi parmi les cadres intermédiaires un courant nullement négligeable favorable à l'indépendance de la confédération vis-à-vis du PCF.

condérations une attitude ferme d'opposition au gouvernement et le passage à l'action. Ces critiques sont justes quand elles préservent les organisations syndicales de l'influence des idées de consensus, quand elles empêchent la neutralisation de forces syndicales par l'idée d'une politique réformiste et contractuelle. Tout cela doit donc être apprécié positivement tant que ces critiques ne vont pas, comme le faisait Marchais dans un premier temps, à l'encontre de la réalisation de l'unité. Seuls des objectifs politiques d'essence électoraliste et politicienne peuvent conduire ces critiques à la division. Il revient aux marxistes-léninistes, dans la mesure de leurs modestes moyens, de participer le plus activement possible à ce travail à l'unité sur des positions de classe.

Pour ce qui nous concerne, nous devons définir notre point de vue de la façon suivante :

Notre Parti, nos militants doivent soutenir tous les efforts des militants syndicaux et politiques qui œuvrent à la réalisation de l'unité syndicale, qui œuvrent à la constitution d'un front syndical à la base et dans l'action contre la politique de Giscard.

Ainsi, nous allons être amenés à nous trouver aux côtés de militants du PCF, du PS, de la CGT, de la CFDT, qui critiquent plus ou moins vivement l'idée de la manœuvre que représente le consensus social. Ces militants exigent des

Ainsi donc, quelques soient les péripéties intervenues avant l'accord CGT-CFDT ou qui interviendront après sa signature, nous soutiendrons de toutes nos forces l'accord d'unité d'action car il implique en premier lieu l'unité à la base des travailleurs. L'unité à la base ne s'oppose pas à l'unité au sommet. Elle est au contraire une garantie pour que la mobilisation des travailleurs se fasse sur des bases conformes à leurs intérêts.

Brûler les deux bouts de la chandelle

Les accidents de travail persistent.

Le droit à la santé revu et corrigé

Un accident du travail à Dunkerque. Une semaine d'action des travailleurs de la santé. Deux faits divers ? Deux faits divers sans rapport ? La cause et la conséquence d'une politique qui tend à presser encore plus les travailleurs comme des citrons et implique la rébellion de ces mêmes travailleurs ? La révélation, que de fait, notre droit à la santé est en danger ?

LUNDI 1er octobre, la stupeur et la colère s'emparaient des cœurs. C'est le quatrième mort par accident du travail à Dunkerque, en une semaine. L'origine de ces quatre morts sera bien sûr trouvée dans la négligence professionnelle, dans des circonstances « matérielles, bien malheureuse, mais hélas imprévisibles ! ». L'argument peut porter une fois, deux fois, mais il vieillit, il s'use. La Caisse nationale d'assurance maladie des tra-

vailleurs salariés conclut à une baisse des accidents du travail en 1977, selon ces derniers travaux.

Certes, les accidents du travail ont baissé de 1972 à 1977, de 2 406 en 1972 à 1 709 en 1977, soit 697 accidents du travail en moins. Mais 1 709 accidents c'est quand même trop. C'est de toute manière trop !

UN LOT COMMUN :

Se contenter de ces chiffres ne nous informe guère sur les ravages des accidents du travail et, finalement inverse la réalité. Ce sont toujours les quatre mêmes grands secteurs (bâtiment, métallurgie, alimentation et transport) qui remportent l'amor palmaris du nombre d'accidents et de décès.

En 1977, 32 781 travailleurs du bâtiment ont été victimes d'accidents graves avec incapacité permanente et par la suite, ont reçu une rente, en 1977, ce sont 590 travailleurs du bâtiment qui sont morts. (Se reporter au tableau I).

Que nous révèlent les chiffres ?

Ce sont toujours les mêmes secteurs qui sont les plus touchés, malgré les luttes syndicales pour le respect de la sécurité.

Ces froides statistiques dissimulent la situation de familles obligées de mendier (oui, c'est bien le terme), de quêdemander des rentes à la Sécurité sociale, par incapacité permanente ou par décès.

Ce sont les étrangers, proportionnellement plus nombreux dans ces quatre secteurs qui sont le plus victimes de ces accidents du travail, particulièrement les Nord-africains. Alors qu'on cesse toute insinuation raciste : « Fainéants, toujours malades, aux crochets de la Sécurité sociale ». Personne ne voit dans son arrêt de travail, surtout donnant lieu à une incapacité permanente, une perspective agréable, encore moins pour les travailleurs immigrés, qui arrêtés, envoient forcément moins d'argent à leur famille et sont davantage alors l'objet de licenciements abusifs et donc menacés d'expulsion.

TOUJOURS LES MEMES

C'est le personnel ouvrier — près de 57 % des salariés — qui supporte



C'est dans les secteurs du bâtiment, de la métallurgie, de l'alimentation et du transport que l'on recense le plus d'accidents du travail.

victimes d'accidents du travail : pourquoi ?

Parce qu'avec l'avancée technologique, les cadences sont de plus en plus oppres-

santes. En 1974, un ouvrier exécutait 700 minutes théoriques, soit douze heures de travail théorique, dans la journée.

Parce que les bruits des chaînes, la température soit trop élevée, soit trop basse, l'atmosphère trop humide, l'insuffisance d'éclairage ou au contraire le trop grand éclairage ajoutent à la fatigue du seul travail, créant une fatigue d'ambiance.

Parce qu'avec la généralisation du travail en équipe, s'ajoute encore une autre fatigue.

En 1974, 31,5 % d'ouvriers de l'industrie travaillaient en équipes. Comment récupérer : dormir le jour ? Comment avoir un rythme de repas régulier ? Sans compter les incidences psychologiques sur la vie de famille rompue par ces équipes de travail.

En mars 1974, un ouvrier était absent de son domicile onze heures 17 par jour, une ouvrière dix heures 44. Arrivée chez elle, elle passe de quatre à sept heures à l'entretien de la maison et à ses enfants.

INÉGAUX DEVANT LA MALADIE

Parce que les travailleurs ne peuvent qu'accuser la fatigue du travail, celle de l'ambiance de l'usine, celle des équipes en alternance, celle des travaux ménagers, il ne reste rien pour « sortir ». La part de sommeil — pour récupérer — est même entamée. Il manque en moyenne d'une demi-heure à trois heures de sommeil par jour aux travailleurs.

Alors les accidents du

travail ne sont en rien une fatalité, mais la conséquence logique de la réalité. Le taux d'absentéisme plus ou moins élevé n'est significatif en rien d'une aspiration à la paresse, mais reflète une réelle fatigue. Chaque jour, en France, 500 000 personnes consultent un médecin parce qu'elles sont fatiguées. 10 à 20 % des femmes salariées prennent à la fois des calmants, des somnifères et des fortifiants pour tenir.

L'inégalité face à la maladie, à la mort n'est pas une utopie. En fait, le droit à la santé que nous revendiquons actuellement est en partie le droit de pouvoir récupérer.

C'est dans ses dimensions qu'on juge de la nouvelle offensive du gouvernement contre la Sécurité sociale et les dépenses hospitalières.

Où seront hospitalisés les accidentés du travail si les restrictions budgétaires des hôpitaux se poursuivent ? Où sera puisé l'argent nécessaire aux rentes et à ses augmentations tout à fait nécessaires si le budget de la Sécurité sociale est toujours comprimé ?

Où prendra-t-on la force de tenir le coup si les médicaments de « confort » ne sont plus remboursés ?

La semaine d'action des travailleurs de la santé, actuellement est une action qu'ils mènent personnellement mais aussi une lutte de tous les travailleurs. Ils sont comme tous les autres travailleurs soumis aux mêmes conditions de travail, et ils militent en même temps pour le droit à la santé de tous.

Nathalie VILLOTIERS

(*) Les éléments chiffrés proviennent des travaux de la Caisse nationale des assurés sociaux, de la CFDT et de la CGT.

Année	Accidents du travail
1972	2 406
1973	2 246
1974	2 117
1975	1 986
1976	1 907
1977	1 709

Secteurs	Accidents graves entraînant une incapacité permanente et l'attribution d'une rente	Décès
Bâtiment	32 781	590
Métallurgie	25 911	239
Alimentation	8 290	118
Transports	7 046	233

Catégories	Effectifs en %	Accidents avec arrêts en %	Accidents avec incapacité permanente en %
Manœuvres	13,9 %	9,0 %	7,7 %
OS	21,0 %	31,5 %	26,1 %
Ouvriers qualifiés	20,7 %	41,6 %	42,3 %

84 % des accidents. En 1977 les ouvriers qualifiés, 20,7 % des effectifs des salariés, ont supporté 41,6 % des accidents entraînant des arrêts et 42,3 % des accidents avec incapacité permanente. (Se reporter au tableau III).

Les accidents du travail ne sont en rien une fatalité. Mais bien le résultat des conditions de travail. A ce propos, revenons sur la statistique officielle : ce sont les ouvriers qui sont le plus

santes. En 1974, un ouvrier exécutait 700 minutes théoriques, soit douze heures de travail théorique, dans la journée.

Parce que les bruits des chaînes, la température soit trop élevée, soit trop basse, l'atmosphère trop humide, l'insuffisance d'éclairage ou au contraire le trop grand éclairage ajoutent à la fatigue du seul travail, créant une fatigue d'ambiance.

Parce qu'avec la généralisation du travail en équipe,

Foyer Sonacotra des Ulis

Menaces de fermeture

La situation est grave au foyer Sonacotra des Ulis, en grève des loyers depuis le 1er mai 1978. Au moment où le gouvernement prépare une série de mesures répressives contre les immigrés, loi Bonnet-Stoléru, la Sonacotra, au lieu d'envisager de véritables négociations avec les représentants de l'ensemble des foyers en grève, emploie elle aussi la manière forte. Ainsi, aux Ulis, elle veut fermer le foyer. Le 9 octobre, la quasi-totalité des résidents sont convoqués au tribunal de Palaiseau.

La Sonacotra demande leur expulsion du foyer. Les résidents appellent les habitants des Ulis, la municipalité, les associations, les amicales, les partis et syndicats à un soutien massif.

Le comité de résidents
Le comité de soutien.



Les résidents des Ulis dans une précédente manifestation.

NOTE DE LECTURE

« Flins sans fin »

« Lutter contre le capital, c'est pas de la tarte »

FLINS sans fin, sans fin comme la file de voitures que l'on doit « habiller » et qui semble devoir ne jamais s'arrêter, sans fin comme ces journées qui commencent à quatre heures du matin et qui sont interminables.

Dans ce livre, l'auteur, ouvrier spécialisé (OS) à Flins, décrit l'usine, l'exploitation impitoyable des travailleurs, la lutte et les difficultés rencontrées pour se battre. Avec beaucoup de force, il nous décrit les conditions d'exploitation : les tâches parcellisées, abrutissantes de la chaîne. Le travail répétitif au milieu du vacarme. Un boulot qui empêche les travailleurs de réfléchir, où on refuse toutes les suggestions venant des travailleurs et qui ne visent pas à augmenter le rendement.

La chaîne et ses conséquences : c'est les tranquillisants de toutes sortes qu'on absorbe pour calmer les insomnies et les ulcères, mais aussi alcool, cocaïne, haschich dont on fait un trafic à l'échelle de l'usine et en quantités effrayantes. C'est la fatigue intense, les maladies et surtout l'absentéisme que la direction veut réduire : absentéisme refusé de ce travail mais aussi échappatoire individuel. Chaque jour, l'équivalent d'une usine de plus de 2 000 personnes manque à l'appel, reflet d'un travail inintéressant, éreintant. Les chefs touchent maintenant des primes en rapport avec le taux d'assiduité de leur atelier.

Les conséquences du travail à la chaîne, on les retrouve à Bécheville, l'hôpital psychiatrique construit pour Renault et rempli soit d'OS, soit d'enfants d'OS, de femmes d'OS ou de travailleurs immigrés. Les répercussions du travail à la chaîne c'est l'alcoolisme, les habitants des banlieues doivent accomplir des kilomètres et des kilomètres pour trouver une salle dans le centre des villes.

Quant à la campagne, il y a bien longtemps qu'elle a été désertée par les petites salles qui pouvaient subsister. Autant dire que la « foire aux plaisirs » qui va se dérouler à Apt, dans le Vaucluse, prend un tour exceptionnel.

Le dimanche 7 octobre, de 14 h à 20 h, sur la place



Dans son livre, Nicolas Dubost aborde longuement la grève de 1978, grève de l'enthousiasme et grève de l'unité. (Photo Marceau)

collective en dehors du travail, ils sont nombreux à Bécheville, qui n'osent plus rentrer chez eux, dans leur pays par honte de leur état.

Nicolas Dubost, l'auteur, dans son témoignage détruit bien des schémas qui ont circulé sur Renault et sur les travailleurs dans les années qui ont suivi Mai 1968. Lui-même, ancien étudiant, ex-membre de l'organisation Révolution, est devenu ouvrier en 1972 ; il explique que bien des schémas qu'il avait en tête se sont brisés au contact de la réalité. Dans son livre, il aborde le problème de la lutte contre l'exploitation et de son organisation, le rôle des délégués, la difficulté pour unir les travailleurs, pour combattre le sectarisme à l'intérieur de chaque syndicat, pour implanter le syndicat dans toute l'usine, la démocratie dans la lutte. Un livre très vivant, chargé d'expériences, qui pose concrètement les problèmes de la lutte au jour le jour dans une grande usine : « Lutter contre le capital, c'est pas de la tarte ! ».

Léon CLADEL

FLINS SANS FIN...

Nicolas Dubost



FM Lutton sociales

A Apt, dans le Vaucluse

« La foire aux plaisirs »

des marchés, lieu important en milieu rural, se tiendra une rencontre et un rassemblement des activités et créations culturelles susceptibles d'animer le milieu rural. A cette rencontre, sont aussi conviés les membres de conseils municipaux, de comités des fêtes, des animateurs.

Sont attendus : troupes de théâtre, de marionnettes, orchestres, fanfares, chanteurs, réalisateurs de films et de montages audiovisuels qui travailleront éventuellement avec les responsables et les animateurs des communes du Lubéron.

L'Office national de diffusion artistique, l'Office

national de la culture, de Fonds d'intervention culturelle et la SACEM organiseront des rencontres débats sur des problèmes d'information locale et le projet de création d'un parc à matériel mis à la disposition des petites communes rurales.

Apt, petite ville campagnarde à la lisière du Lubéron et des Alpes-de-Haute-Provence, joue un rôle de pionnier en la matière. C'est dans cette ville, avec les ouvriers de l'usine Apt-Union, que le Théâtre de l'Olivier d'Aix-en-Provence avait monté un spectacle sur la lutte contre les licenciements des ouvriers et ou-

vrriers de cette usine de fruits-confits. Ils avaient monté ensuite *La Mort de Caramentran*, en liaison étroite avec les petits paysans des villages du plateau du Lubéron. Leurs premiers spectateurs, et leur plus ferme soutien, furent les paysans de la région et les habitants d'Apt. Cette foire constitue une heureuse initiative vers un regroupement de spectacles et d'activités en vue de l'animation culturelle en milieu rural. Pour beaucoup de travailleurs de la terre, la télévision reste la seule distraction.

LC

Le pape à l'ONU

Jean Paul II prend au sérieux les menaces de guerre



L'APPEL en faveur de la paix lancé par le Pape de la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU aux nations ne saurait étonner, pas plus que sa condamnation de « toute forme de camp de concentration... toutes formes de tortures ou d'oppression ». Tout cela, ainsi que ses réflexions sur la « grave disparité entre des zones de satiété et des zones de faim », correspond en effet à ce qu'on attendait de lui. L'essentiel est ailleurs.

Les propos de Jean-Paul II sur les menaces de guerre sont plus intéressants : « Il faut découvrir les racines, a-t-il dit, de tout ce qui fait naître la tentation de la guerre non pas tant dans le cœur des nations, que dans la détermination intérieure des systèmes qui sont responsables de l'histoire de sociétés entières ». Voilà qui dénote chez Jean-Paul II une certaine lucidité. De même, il n'est pas dupe des mauvaises raisons avancées par les superpuissances pour justifier leur course aux armements qui « montre que l'on veut être prêt à la guerre, et être prêt veut dire en mesure de la provoquer ».

Par contre, concernant la

liberté religieuse, semblant oublier l'attitude intransigente de l'Eglise qui cherche à imposer partout ses conceptions rétrogrades, notamment en matière de contraception et d'avortement Jean-Paul II a demandé qu'« dans la confrontation entre la conception religieuse du monde et la conception agnostique ou même athée » soient respectés « les droits essentiels de la conscience de tout homme ou femme ». Bien sûr, nous sommes d'accord avec une telle demande, mais le Pape serait bien avisé de la mettre lui-même en pratique et d'appeler ses fidèles à faire de même.

Il est indéniable que Jean-Paul II s'est taillé un grand succès à l'ONU. Pour tant, force est de constater qu'il n'offre au monde aucune perspective concrète pour surmonter les maux certes bien réels, qu'il s'est attaché à dénoncer. Ce qui fait la force de Jean-Paul II, c'est en définitive la faiblesse des gouvernants des grandes nations qui dominent le monde. Leur incapacité à proposer à leurs peuples des objectifs crédibles, susceptibles de les enthousiasmer, alimente l'autorité de tous les marchands d'illusions.

Henri BERTHAULT

La souscription reste ouverte

Total précédent 37 212,90 F

- Souscription H.M., Antony 200 F
- Supplément à réabonnement quotidien P., Tours 30 F
- CP Eugène Varlin, région parisienne 1 400 F
- Cellule Bonnets rouges, Bretagne 113 F
- J.C., Gard 60 F
- Supplément à réabonnement L.J., Laval 10 F
- Supplément à réabonnement bimensuel E.M., Lyon 25 F
- Cellule du PCML Louise Michel, Brest 130 F
- Supplément à réabonnement quotidien M.V., Tours 120 F
- Souscription fête, Avignon 440 F
- Souscription cellule du PCML, Avignon 60 F
- G.J., Saintes 500 F
- Cellule P. Overney, Brest 300 F
- Supplément à réabonnement quotidien J.G., Brest 10 F
- Pour que vive le quotidien M.A., Montpellier 500 F
- Supplément à réabonnement quotidien plus bimensuel, Orléans 25 F
- Supplément à Quotidien :
 - M.P., Nantes 120 F
 - P.L.A., Lyon 20 F
 - Souscription P.M., Nord 2 F
 - M.Y., Bretagne 130 F
 - M.R., Vaucluse 500 F
 - G.T. 500 F
 - M.R., Bayonne 500 F

Nouveau total au 24 septembre 1979. 42 907,90 F

AIR-FRANCE

Rancune de la direction après la grève du 2 octobre

DEUX-TIERS des vols prévus pour la journée du 2 octobre par Air-France ont été annulés. C'est le résultat de la mobilisation des travailleurs de la société nationalisée. En effet, 52 % du personnel au sol et 80 % du personnel navigant ont débrayé à l'appel des syndicats. Cette grève très réussie a provoqué la colère de la direction qui parle de « mouvement pour rien », et d'un « amalgame de revendications sans consistance ».

Rappelons ses revendications : augmentations des bas salaires, réduction du temps de travail à 35 heures par semaine sans perte de salaire, maintien des activités de la compagnie (réseau Corse, Antilles, Caraïbes) et respect des libertés syndicales dans l'entreprise.

Comme revendication sans consistance, on fait mieux, mais le directeur de la compagnie ne doit pas savoir lire, à moins qu'il le fasse exprès... Dans les deux cas, ça peut se corriger.

BOUSSAC-WILLOT

Manifestation à Paris

MARDI 2 octobre, ils étaient une trentaine de militants de la CFDT du groupe Boussac-Saint-Frères (groupe Agache-Wil提高) à manifester à Paris contre les licenciements prévus dans les usines Rousseau de l'Indre et Boussac-Saint-Frères de la Somme. Ils étaient venus d'Haron-del-Berteaucourt-les Dames dans la Somme et de Neuville-Sépulchre dans l'Indre. Ces licenciements prévus dans les usines des Willoc sont imminents et les travailleurs les refusent.



GROUPE CARDOT

Dépôt de bilan, 684 travailleurs au tapis

LE groupe Cardot, c'est des meubles, de l'ébénisterie, pour TV et HI-FI. C'est aussi 684 salariés. Le PDG a déposé le bilan. Les projets de restructuration en cours de discussion permettraient la réembauche de 200 personnes à Lussac-les-Châteaux, 70 personnes à Chatellerauld, 180 personnes à Loudin.

Résultat : 234 travailleurs licenciés. Mais ce ne sont que des projets, ceci laisse entrevoir des hypothèses beaucoup moins favorables pour l'emploi. Ces hypothèses moins favorables ne sont pas esquissées bien entendu, mais depuis le fameux plan Vosges, on est habitué à de mauvaises surprises.

Déjà l'usine de Lussac-les-Châteaux appartenant à la société, 3-A propose l'embauche de 30 personnes d'ici à quatre mois, de 60 d'ici à six mois, 110 ont déjà disparu par rapport à la proposition initiale de 200 personnes. c'est suspect, très suspect.

Kleber-Colombes offusqué des propos de l'Union fédérale des consommateurs

L'UNION fédérale des consommateurs avait attiré l'attention du gouvernement sur les malversations des pneus Kleber-Colombes qui auraient été constatées par des automobilistes. La société Kleber-Colombes dément formellement les propos de l'Union fédérale des consommateurs. La société déclare « qu'elle n'accepte pas la mise en question de la sécurité offerte par ses pneumatiques : ses produits sont mis au point par ses services techniques qui emploient plus de deux cent cinquante ingénieurs et spécialistes ayant à leur disposition des moyens d'essai très importants ».

Avoir une telle organisation et de tels moyens n'empêche pas les accidents et les incidents de fabrication. Le reconnaître serait une preuve d'honnêteté intellectuelle et commerciale.

Si de tels défauts existent, il faut les corriger. La vie des automobilistes coûte plus cher que des pneus.

La société ne chercherait-elle pas à dégager toute responsabilité dans cette affaire ? C'est bien là une attitude de patrons totalement sûrs d'eux-mêmes.

Et au cas où ces défauts seraient reconnus, que compte faire la société ?

BREST EDF-GDF fait trainer les choses

LE 19 mai 1975, quatre enfants trouvèrent la mort lors d'une explosion dans le quartier de St-Pierre à Brest. La première expertise conclut que la poudre est à l'origine de l'explosion ; une autre expertise reconnaît que la cause en est le gaz.

Depuis le procès traîne en longueur. Le tribunal de Brest se déclare incompétent pour l'action civile et relaxe le directeur du gaz de France de Brest, inculpé pour homicide involontaire.

Le 6 février de cette année, jour de l'appel, les parents des victimes se déplacent jusqu'à Rennes (500 kilomètres aller-retour) pour apprendre que le jugement est reporté au 26 juin.

Le 26 juin donc, nouveau déplacement à Rennes, pour rien encore une fois puisqu'un juge est absent et que de toute façon « l'affaire prendrait trop de temps ».

L'appel est donc reporté cette fois-ci au lundi 8 octobre. Les parents se sentent bien petits devant cette justice et la toute puissante EDF-GDF ; c'est pourquoi ils ont besoin du soutien de tous.

Après tant d'attentes et de décep-

tions, ils espèrent enfin que la lumière sur la mort de leurs quatre enfants sera faite.

Correspondant Brest

BRETIGNY-ESSONNE

Non au coup de force de la direction de Fougerolles

Communiqué de la cellule du PCML de Brétigny

NON content de vouloir fermer l'atelier de préfabrication de Brétigny du groupe Fougerolle et de licencier 58 travailleurs, après avoir essayé de casser la grève qui dure depuis cinq semaines, après avoir essayé de diviser les grévistes en proposant des mutations individuelles et des chantiers « en or en Irak », la direction de Fougerolle traîne 40 des 58 grévistes (les autres sont soit malades soit en vacances) devant le tribunal de grande instance d'Evry pour obtenir par l'assistance « du commissaire de police et de la force armée si besoin en est » :

- 1) La livraison de 192 panneaux de quatre tonnes chacun (qui est le trésor de guerre des grévistes) ;
- 2) Le déménagement des sept moules (qui servent à la préfabrication) ;
- 3) La réquisition des sept semi-remorques et des trois tracteurs qui servent au déplacement des 192 panneaux ;
- 4) Le versement par les grévistes de pénalités de 10 000 francs nouveaux par jour de retard.

La cellule du PCML de Brétigny, soutenant cette juste lutte, appelle les travailleurs et la population à :

- 1) Renforcer la solidarité financière ;
- 2) Envoyer des motions de soutien aux UL CGT et CFDT (adresse : 22, rue d'Estienne d'Orves 91220 Brétigny) ;
- 3) Envoyer des délégations de travailleurs au procès qui aura lieu le vendredi 5 octobre à 9 h 30 au tribunal de grande instance d'Evry.

LE MANS

Grève des caristes de Renault

LUNDI 1er octobre, à Renault-Le-Mans, les caristes des deux équipes ont fait une grève durant 1 h 30, dans leur totalité. Après un défilé dans l'usine sur leurs engins, 200 le matin, klaxon bloqué, ils sont allés dans un local du restaurant où avait lieu le comité d'entreprise. Pourquoi ce mouvement ? Le patron veut imposer une restructuration en éclatant le service transport et manutention qui regroupe tous les caristes de l'usine pour les intégrer à la production de chaque département de fabrication. Concrètement, c'est aussi déjà un travail à mi-temps ; production-cariste et par là, la possibilité d'éliminer les gêneurs. C'est un moyen pour détruire l'unité des caristes et ainsi s'opposer aux avantages acquis et aggraver les conditions de travail. Après l'éclatement du service des pontiers, des transpalettes, c'est aujourd'hui le début pour les caristes avec les huit de la peinture. Ce mouvement de restructuration est une ligne d'action constante de la direction, les professionnels, le contrôle sont dans le colimateur. Produire plus avec moins de personnel, tel est l'objectif de la direction partout. Mardi 2 octobre, les caristes ont obtenu l'annulation de la restructuration, mais le danger demeure pour les petits nombres de caristes dans les départements.

30e ANNIVERSAIRE DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

Paris Beaubourg

En collaboration avec l'Association des Amitiés franco-chinoises, la Bibliothèque publique d'information (BPI) propose une série de débats

- 12 octobre : *Les minorités en Chine*. Avec Jean Goefin, Régis Bergeron, Claudette Castan. Petite salle du Centre (1er sous-sol) - 19 heures.
- 19 octobre : *Témoignage d'Han Suyin*. Petite salle du Centre (1er sous-sol) - 19 heures.
- 29 octobre : *Le cinéma chinois*. Avec Régis Bergeron, Marie-Claire Quiquenne. Salle Jean Renoir (2e étage) - 19 heures.
- 31 octobre : *La santé en Chine* (sous réserve) Petite salle du Centre (1er sous-sol) - 19 heures.
- 5 novembre : *La Justice en Chine*
- 12 novembre : *L'enseignement en Chine*. Salle Jean Renoir (2e étage) - 19 heures.
- 19 novembre : *L'Economie rurale chinoise*. Avec Pierre Gentelle, Alain Lefebvre, Héliène Marchisio. Salle Jean Renoir (2e étage) - 19 heures.

Note de l'Humanité Rouge : Un certain nombre de dates ont été modifiées par rapport aux annonces que nous avons passées précédemment. Nous prions nos lecteurs de nous en excuser.

FILMS ET DOCUMENTS

Parallèlement est présenté un programme de films chinois et de documents sur la Chine : du 24 au 29 octobre, salle Jean-Renoir - 2e étage (entrée libre)

Documentaires et vidéo chaque jour de 15 heures à 18 heures. (Films de Joris Ivens et Marceline Loridan, Chris Marker, Patrick Clément, Xavier Luccioni, etc.), détails au Centre Beaubourg. Les 27, 28 et 29 octobre, petite salle du centre (1er sous-sol) 5 F et 7 F.

Films de fiction et documentaires.

- 26 octobre
- 18 h 30 : Spectacles traditionnels : La bataille de Hong Zhon (1962) Les Amours de Lian Shang (1953) et Chou Yong Tai (1953) ; La Princesse Hibiscus, The Arts of Chinese folk (1955).
- 20 h 30 : Cinéma d'animation : Le Roi des singes (1964) La Princesse à l'éventail de fer (1940).
- 21 h 30 : Fiction : La Ruelle aux fleurs (1951)

- 27 octobre
- 18 h 30 : Document : La Chine (Antonioni 1975)
- 21 h : Fiction : Li Chouang Chouang (1959)

- 28 octobre
- Fiction :
- 18 h 30 : Ma Vie (1950)
- 20 h : La Fille aux cheveux blancs (1951)
- 21 h 30 : Famille (1956)

(Programme sous réserve. Se renseigner auprès du centre Beaubourg) (Tél : 277-12-33)

EXPOSITION DE PHOTOS « VU EN CHINE »

Galerie de la Bibliothèque publique d'information (2e étage) jusqu'au 26 novembre.

Photographies de Guy Hersant, Françoise Huguier, François Luchon, Jean-Louis Boissier, Eric Morvan, Françoise Saur, Laurence Vidal, Christian Viouard, avec la participation des Amitiés franco-chinoises et de l'agence Gamma.

Son également présentées des séries de diapositives par thèmes.

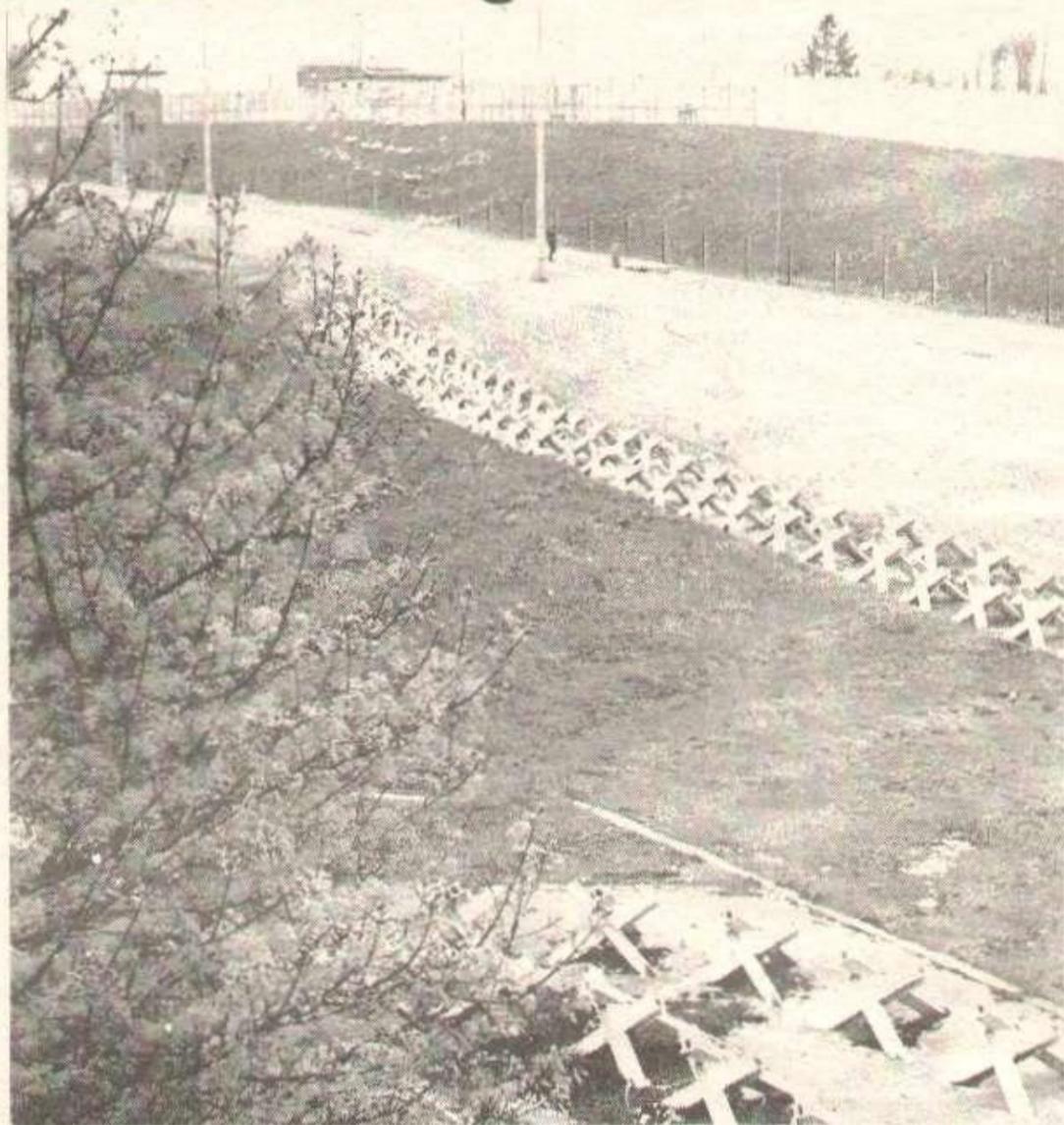
Abonnez-vous à
L'Humanité rouge
quotidien révolutionnaire
des travailleurs

L'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel.
Pour toute correspondance :
L'Humanité Rouge :
B.P. 201 - 75926 Paris cédex 19
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10
Directeur de publication : André Druesse
Commission paritaire No. 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 4e trimestre 1979

Prenez contact avec le
Parti communiste marxiste-léniniste

NOM
PRENOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal
(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge)



Le mur de Berlin.

30e ANNIVERSAIRE DE LA RDA

Quel socialisme ?

Un faux socialisme sous la botte russe

Mais actuellement, la RDA fait partie du Comecon et du

Jean SCHUBERT

7 octobre 1949, il y a tout juste trente ans : la République démocratique allemande (RDA) est créée — quatre mois et demi après la République fédérale allemande (RFA). Deux États existent désormais sur le sol allemand.

SANS conteste, la création de la RDA marquait « un tournant dans l'histoire allemande ». Staline le soulignait à juste titre dans son message de félicitations aux dirigeants du nouvel État. Pour la première fois, un État allemand ne reposait pas sur les potentats industriels ; pour la première fois, un État allemand était dirigé par un ouvrier, Wilhelm Pieck, coprésident du Parti socialiste unifié (SED).

Mais cet État n'était créé que dans une partie de l'Allemagne ; l'autre restait dans les mains de ceux-là mêmes qui avaient porté Hitler au pouvoir, les Krupp, les Thyssen et leurs semblables. Et à partir de l'Allemagne de l'Ouest et de Berlin-Ouest, ils menèrent une bataille acharnée pour saper les bases du nouvel État démocratique et reconquérir ce qu'ils avaient perdu.

Une situation difficile

La situation était difficile. Sur le plan économique, la RDA était sensiblement plus faible que la RFA. Sur le plan politique, les transformations sociales qui eurent lieu en RDA (nationalisations, collectivisation de l'agriculture et de l'artisanat, suppression de fait du pluralisme politique, etc.) sus-

citèrent bien des résistances et de nombreuses personnes fuirent le nouvel État et se réfugièrent à l'Ouest.

Mais surtout, la direction du SED ne sut pas tisser des liens étroits avec la masse des travailleurs qui se virent imposer de nombreuses décisions sans avoir participé réellement à leur élaboration. En 1952, la direction du parti proclama l'instauration du socialisme et exigea des sacrifices importants de la part des travailleurs, sans prendre véritablement en compte leurs intérêts. Ainsi, fin mai 1953, le gouvernement décida une augmentation brutale des normes de travail, ce qui équivalait à une baisse de 10 % du salaire ouvrier. Il n'en fallut pas plus pour mettre le feu aux poudres.

le 17 juin 1953

Le 16 juin 1953, les maçons de la Stalinallee, à Berlin, partirent en manifestation au siège du gouvernement pour réclamer le retour aux anciennes normes. Ils trouvèrent les portes closes. Et le soir, le gouvernement eut beau leur donner satisfaction, c'était trop tard. Le lendemain 17 juin, les grèves et les manifestations embrasèrent tout le pays, des éléments venus de l'Ouest s'en mêlèrent, on réclama le renversement du régime... qui fut sauvé in extremis par l'intervention des chars soviétiques.

Après, certes, la direction du SED fit une autocritique sur ses méthodes bureaucratiques, mais dans la pratique, il n'y eut aucun effet et, de plus en plus, la coupure s'approfondit entre la masse des travailleurs et une minorité de cadres privilégiés sommant dans l'embourgeoisement.

L'espoir que l'État est-allemand puisse servir de base à une Allemagne unie, démocratique et socialiste se trouva anéanti.

Le mur

Le flot des fugitifs s'amplifia, exploité, comme on peut s'en douter, par la propagande occidentale. De 1949 à 1961, quelque trois millions partirent pour des raisons diverses (pour une population de 18 millions d'habitants). En juillet 1961, ils étaient plus de 1 500 par jour à passer à l'Ouest. Pour y mettre un terme, le gouvernement est-allemand décida, le 13 août 1961, de construire un mur tout autour de Berlin-Ouest, un mur pour empêcher les gens de partir et pour protéger un « socialisme » que, dans son immense majorité, la population refusait.

Depuis cette date, la RDA, hermétiquement fermée, a connu des succès économiques incontestables, le niveau de vie des gens a sensiblement augmenté, tout en restant loin en arrière par rapport à l'Allemagne de l'Ouest. Mais ces progrès ont surtout profité à une

minorité de privilégiés, tandis que la majorité des gens continue à connaître de graves difficultés d'approvisionnement.

Car ce régime qui se dit « démocratique » et qui prétend être l'héritier des meilleurs traditions progressistes de l'histoire allemande est dominé par une nouvelle bourgeoisie d'État qui ne laisse au peuple d'autres droits que de travailler, de dire « amen » à tout, et, pour le reste, de la fermer ! Et combien de gens, de travailleurs, de jeunes, se retrouvent en prison quand ils osent faire des critiques sur ce « socialisme » bureaucratique à la prussienne ! Comme les chanteurs Kunert et Pannach, jetés en prison pour avoir voulu chanter :

« La liberté, voilà une chose passionnante, pour laquelle nous faisons la queue ! ».

Combien de gens voudraient quitter cet État entouré d'un mur et de barbelés ! Ces dernières années, 200 000 en ont fait la demande officielle — et chaque jour, deux Est-Allemands passent illégalement à l'Ouest, en utilisant les voies de transport avec Berlin-Ouest, malgré les immenses risques encourus...

Et même, combien de gens voudraient simplement avoir le droit d'aller dire bonjour à leur famille de l'autre côté du mur, en Allemagne de l'Ouest !

Car quelle que soit la politique de leurs dirigeants, les gens savent que la RDA n'est qu'une partie de l'Allemagne, une partie de leur nation, de leur pays arbitrairement divisé au fil des avatars consécutifs à la Seconde Guerre mondiale. Et à l'Est comme à l'Ouest, la réunification reste un espoir, un vœu ardent, un rêve que l'on ose à peine avouer tant il paraît lointain.

Repères chronologiques

- 1945 : Occupation de l'Allemagne par les Alliés.
- 1949 : Création de la RFA et de la RDA.
- 1952 : Décision d'instaurer le socialisme en RDA.
- 1953 : 17 juin : Émeutes à Berlin-Est.
- 1958 : Ve Congrès du Parti, qui décide de « dépasser la RFA » en quelques années — un objectif irréaliste.
- 1961, 13 août : Construction du mur de Berlin.
- 1971 : Remplacement de Walter Ulbricht par Erich Honecker à la tête du Parti.
- 1972 : Accords RFA-RDA.
- 1976 : Expulsion du chanteur Wolf Bierman.

Pacte de Varsovie ; elle est tenue par le gant de fer du « grand frère » russe qui y stationne 300 000 soldats. Et partout, on y voit des grands mots d'ordre sur l'« amitié éternelle avec l'URSS ».

Ce joug, et l'asservissement économique et culturel qui l'accompagne, les Allemands de l'Est le haïssent dans leur immense majorité, surtout depuis qu'avec l'arrivée au pouvoir de Honecker en 1971, les manifestations de servilité envers l'URSS se sont amplifiées.

Le socialisme ? La majorité des Allemands de l'Est est certainement pour — mais pour un socialisme sans mur ni barbelés, pour un socialisme sans la domination autoritaire d'une couche privilégiée de nouveaux bourgeois d'État, pour un socialisme sans soumission au grand voisin oriental, pour un socialisme dans un pays indépendant et réuni.

Une opposition en plein développement

Pendant toutes les années 60 la RDA paraissait ne connaître aucune autre opposition politique que celle de deux anciens membres du Parti, l'ancien résistant antinazi Robert Havemann, physicien, et le chanteur Wolf Biermann. En réalité, le feu couvait.

Quand, en novembre 1976, les autorités ont décidé d'expulser Biermann de RDA, il y eut une vague de protestations, provenant tant d'intellectuels et d'artistes que de petits groupes de gens qui, confusément et dans la clandestinité, recherchaient une alternative au faux socialisme de Honecker. Les autorités réagirent par la répression à ces protestations, mais cela n'eut d'autre effet que de révéler l'isolement politique du pouvoir par rapport à l'opinion publique. Un fait : pratiquement tous les écrivains de talent et de renom sont plus ou moins oppositionnels.

Parmi les opposants les plus connus, citons quelques noms :

— Wolf Biermann, qui vit maintenant à Hambourg. Deux livres de lui sont parus en français : *La Harpe de barbelés* (10-18) et *Ainsi soit-il et ça ira*.

— Robert Havemann, qui a été maintenu pendant deux ans et demi en résidence surveillée à Berlin. Lire son livre *Etre communiste en Allemagne de l'Est* (Maspéro).

— Rudolf Bahro, économiste, incarcéré en 1977 pour avoir publié à l'Ouest un livre *Alternative* (Editions Stock) et condamné à sept ans de prison pour « transmission de renseignements ».

— Jürgen Fuchs, psychologue, Gerulf Pannach, chanteur, et Christian Kunert, organiste, tous trois emprisonnés en 1976 pour avoir protesté contre l'expulsion de Biermann, expulsés à l'Ouest en 1977. A lire : Fuchs, *Souvenirs d'interrogatoires* (Gallimard).

Ces livres sont disponibles dans les librairies : Librairie Populaire, 23, rue St-Sauveur 75002 Paris et Les Herbes sauvages 70, rue de Belleville 75020 Paris.